

**CENTRE REGIONAL D'ENSEIGNEMENT SPECIALISE EN
AGRICULTURE (CRESA), NIAMEY, NIGER ET L'UNIVERSITÉ
LIBRE D'AMSTERDAM, PAYS-BAS**

—
« Etude Sahélienne »

**RESTAURATION DE L'ENVIRONNEMENT
ET CHANGEMENTS SOCIAUX DE GENRE**

Marthe Diarra

Juin 2006

TABLE DE MATIERES

I. Introduction	3
II. Méthodologie	4
III. Des adaptations sociales immédiates, aux mutations sociales	5
3.1 Dynamiques sociales de référence	5
3.1.1 Conséquences logiques d'une rupture écologique	6
3.1.2 Stratégies sociales d'adaptation	8
3.1.3 Changements plutôt structurels en cours	8
IV. Des actions de réhabilitation de l'environnement aux changements sociaux	9
4.1 Conséquences genres des réponses aux urgences	10
4.2 Accroissement des ressources naturelles et impacts genres	12
4.2.1 Protection, plantation	17
4.2.2 Récupération de sols	19
V. Conclusion	27
Références Bibliographiques	30

I. Introduction

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une recherche plus large qui vise à cerner les changements et impacts induits par les activités de GRN effectuées au Sahel et plus précisément au Burkina Faso, Sénégal et Niger. La présente recherche tente de comprendre comment les changements écologiques agissent et interagissent sur l'organisation sociale dans son ensemble et plus particulièrement sur les relations de genre entretenues entre les hommes et les femmes.

Il est important de mentionner, ici, que les programmes de lutte contre la désertification ont prioritairement travaillé avec les couches les plus vulnérables des zones d'intervention de par leur approche basée sur le food for work pour la plupart ; mais le niveau élevé de pénurie alimentaire a engendré parfois la participation des couches moins vulnérables. Les femmes ont majoritairement participé aux actions de réhabilitation de l'environnement en général du fait de leur présence quasi exclusive dans les villages sites, les bras valides masculins ayant migré vers des horizons plus cléments à la recherche du complément alimentaire. Elles ont, dans certains cas, bénéficié des terres récupérées... De nombreuses mutations sociales sont engendrées directement du fait de la mise en œuvre des actions de GRN ou indirectement du fait de la stratégie ou démarche utilisée, par les intervenants.

Les objectifs assignés à ces projets/programmes convergent généralement vers une amélioration de l'autosuffisance alimentaire à travers la restauration/conservation des sols et la réhabilitation de l'environnement dans une démarche qui se veut « participative » impliquant la population dans la réalisation des actions pour leur prise en charge progressive.

Dans un tel contexte, les enjeux genre devront être perçus d'abord en terme d'accès et de contrôle des ressources naturelles qui ici sont au centre des relations sociales puisqu'ils sont facteurs et sources de déséquilibre dans les rapports que les différents groupes entretiennent entre eux. Aussi, la présente étude tentera de cerner les transformations sociales qui sont engendrées suite aux changements écologiques. L'approche adoptée fera le point sur :

- sur les transformations socioéconomiques engendrées par les sécheresses consécutives sur la base des documents et des entretiens effectués avec les populations des zones cibles et,
- en second lieu de la recherche sur les mutations actuellement observables, en terme d'impact des projets/programmes d'environnement.

Les objectifs de ce travail devront nous permettre de déceler les changements sociaux significatifs en matière de genre. Les considérations de genre étant transversales, la nécessité d'embrasser large s'impose, car il est difficile à priori de définir les domaines sensibles à une transformation genre suite à une action d'environnement.

Cette recherche se focalisera dans un premier temps sur les questions liées au système de production et aux RN, puis s'étendra aux questions plus spécifiques des activités non agricoles, de la migration et de la vie quotidienne dans la sphère familiale :

- Les évolutions dans les deux systèmes de production qui caractérisent l'économie rurale à savoir, le système de production agricole et le système de production pastorale. Ce qui suppose une analyse des structures familiales au sein desquelles s'organisent ces activités, tout en étant regardant sur leur niveau de vulnérabilité ; une attention particulière sera portée sur les relations hommes femmes intra ménage et communautaires : nouveaux rôles des femmes et des hommes dans le travail, dans la planification des activités agricoles et/ou pastorales et dans les investissements. Les changements dans la gestion de l'alimentation (dans la nutrition et dans la santé des membres du ménage) seront aussi pris en compte ;

- les évolutions et les tendances significatives dans la disponibilité et l'accès aux RN (terres de culture, terres de pâturage, eau, végétation, faune) et dans la dynamique sociale qui accompagne leur accès en terme de gestion sociale des ressources communes seront concernées.
- Dans certaines communautés l'exercice de droits exclusifs sur les terres récupérées est accompagné de remises en cause et de revendications incessantes... Il est important de comprendre comment d'autres communautés arrivent, par contre, à gérer de façon plus équitable ou plus légitimée, ces nouveaux enjeux autour des RN.
- Les évolutions des aménagements en terme d'entretien et de diffusion des techniques et pratiques de gestion. Les facteurs déterminants de l'adoption des techniques et les raisons socioéconomiques qui les sous-tendent.
- Les évolutions des autres activités et sources de revenus des membres des différents ménages en relation avec les impacts des actions de lutte contre la désertification ; les femmes, les jeunes et les ménages plus vulnérables seront spécifiquement ciblés.
- Les évolutions dans l'infrastructure et dans l'habitat et les évolutions des rôles féminins à l'intérieur de cette nouvelle configuration spatiale du foyer.
- Les évolutions dans le capital social, vu sous l'angle genre en terme de capacité des femmes, des jeunes et des plus vulnérables à participer à la gestion des institutions locales existantes ou nouvelles pour mieux gérer les ressources nouvelles
- Les évolutions dans les mouvements de populations en terme de durée et de lieu de migration ; les évolutions des revenus générés et surtout celles des sommes envoyées par les migrants à leurs familles sont à prendre en compte.

II. Méthodologie

La collecte de données s'est basée sur une démarche qualitative et itérative, impliquant les populations dans les analyses de données, afin de partager leurs visions et leurs interprétations des impacts constatés sur le terrain. Ce travail a concerné les communautés suivantes, choisies dans les sites identifiés pour les « études complètes », afin de disposer de données plus approfondies (Focus et autres données collectées par les autres chercheurs qui pourraient éventuellement enrichir l'analyse du présent travail)

- Tillabéri : Gassikaina et Boukanda.
- Tahoua : Tinkirana, Laba, Batodi (Guidan Illa)
- Maradi : Dan Saga, Maiguizawa (Dourgou)

Le choix de ces sites d'étude a aussi combiné leur appartenance au projet développement pour comprendre les impacts des différentes approches sur les questions de genre :

- PMAE : Boukanda et Gassikaina
- Projet Fida : Dan Saga, Batodi
- Projet Keita : Laba et Tinkirana
- Care International : Maiguizawa,
- Et un site témoin, Dourgou non sensible aux questions de protection des RN.

La collecte des informations a été effectuée au sein de groupes restreints de femmes et aussi d'hommes relativement homogènes ; le choix des groupes cibles a été fait en fonction de la diversité sociale et économique des membres de la communauté : jeunes femmes, femmes leaders, femmes âgées, femmes de ménages vulnérables et femmes de ménages non vulnérables. Les entretiens avec les plus jeunes ont été peu productifs et très vite abandonnés du fait de leur méconnaissance de la situation antérieure à la période avant projet et donc de leur faible capacité d'appréciation des impacts.

Dans chaque communauté, deux entretiens d'environ deux heures ont été effectués avec un groupe de femmes et un groupe d'hommes de tout âge, et un autre entretien a concerné les personnes (hommes et femmes) ayant été impliquées aux activités des projets/programmes.

Les deux équipes composées, chacune d'une femme et d'un homme, ont collecté des données pendant une semaine par communauté. L'enquêtrice s'est chargée spécifiquement des entretiens individuels et des entretiens de groupe auprès des femmes. L'enquêteur a accompli les mêmes tâches auprès des hommes.

- la première équipe a travaillé dans le département d'Aguié à Dan Saga, à Dourgou et dans le département de Tessaoua à Maiguizawa
- La seconde équipe a travaillé dans le département de Tillabéri sur les sites de Gassikaina et dans le département de Ouallam à Boukanda.

Les deux équipes se sont entretenues avec au moins deux personnes par ménage sur environ six à huit ménages par communauté. Le choix des ménages s'est basé sur leur niveau de vulnérabilité ; Ces entretiens individuels auprès des femmes et d'hommes appartenant à des ménages peu vulnérables, moyennement vulnérables, très vulnérables et extrêmement vulnérables devraient permettre de déceler tous les changements, même les plus timides qui sont observables dans des cas isolés.

Deux outils préalablement adaptés à la problématique genre ont permis d'effectuer la collecte :

- un guide d'entretien de groupe
- un guide d'entretien individuel

Cette collecte s'est faite de façon périodique et espacée dans le temps.

Une collecte qualitative et plus approfondie a été menée dans les régions de Tahoua et Maradi. Ces entretiens ont parfois été longs mais ont permis un échange de points de vue dans la franchise et la confiance, brisant ainsi les langues de bois. Ces entretiens ont englobé à la fois les entretiens de groupes et ceux effectués au sein des ménages par niveau de vulnérabilité dans la région de Tahoua qui n'avait pas auparavant bénéficié de collecte par les enquêteurs. Cette collecte a aussi été menée à Tillabéri pendant l'installation de l'équipe des enquêteurs.

Ces outils devront nous fournir les informations nécessaires pour appréhender les évolutions dans les relations qui existent entre divers groupes et plus spécifiquement entre les hommes et les femmes.

III. Des adaptations sociales immédiates, aux mutations sociales

3.1 Dynamiques sociales de référence

Toute la sous région sahélienne a connu une perturbation pendant les années 80. « D'un bout à l'autre du Sahel, les femmes sont unanimes. La désertification a profondément et irréversiblement bouleversé leurs vies. Elles ont conscience qu'un retour à la « normale » n'est plus envisageable, compte tenu de l'ampleur de la dégradation écologique et des bouleversements socioéconomiques entraînés. La sécheresse de 1984 a emporté les dernières illusions. » (Marie Monimart, 1989)

Pour les femmes, la sécheresse avait engendré une diversité de changements dans leur vie quotidienne et ces changements déjà accusés constitueront dans le cadre de cette étude la situation de référence sur la base de laquelle seront appréciés les impacts genre engendrés par les actions des projet programmes . Ce travail se focalisera sur la nature de ces changements et sur leur sensibilité à la restauration de l'environnement. Ces bouleversements sont-ils en corrélation avec l'état de l'environnement, i.e, se détériorent-ils avec la péjoration des ressources naturelles et vice versa ? Cela est-il vrai pour toutes les formes de changements ? Quelle a été l'impact réel des projets/programmes de l'environnement sur les changements sociaux de genre ?

Une typologie des changements observés avant l'avènement des projets/programmes s'avère nécessaire dans le cadre de cette analyse ; la classification des changements retenue répond à la variable « fonction du changement » ou encore « à quelle fonction sociale répond le changement observé »?

Trois groupes de changements sont ici proposés :

- les changements qui sont des réponses immédiates et logiques à un déséquilibre écologique ;
- les changements qui constituent de nouvelles stratégies de vie des ménages en fonction de leur niveau de vulnérabilité ; ce qui suppose une amorce d'adaptation aux nouvelles conditions de vie (engendrées par la désertification) ; et
- les changements plus structurels qui influencent la structure même du système de production et qui sont des changements globaux et qui ont tendance à concerner toute la communauté.

Les changements décrits dans cette première partie sont ceux apparus suite à la sécheresse de 1984 : situation avant projets ou au démarrage de leurs activités. La difficulté rencontrée est l'inexistence de données sociales sur l'ampleur des effets de la crise de 1984 concernant les sites retenus. Néanmoins, des informations contenues dans l'ouvrage collectif¹ ont été exploitées et combinées avec celles d'un second ouvrage qui traite spécifiquement des femmes du Sahel (Marie Monimart, 1989).

3.1.1 Conséquences logiques d'une rupture écologique

Les premiers changements sociaux qui caractérisent la période dite de référence sont ici les conséquences immédiates d'une modification de situation, en occurrence la désertification, la déforestation... ils sont en quelque sorte des conséquences immédiates et logiques d'une rupture écologique :

Des stratégies de gestion des pertes

La crise alimentaire de 1984 a été renforcée par l'absence de compléments alimentaires que constituent les feuilles, les fruits du fait du processus très avancé de la déforestation, enclenché avant la sécheresse de 1984. La sécheresse a par ailleurs réduit la productivité agricole en rendant une partie des terres infertile ; ce que les femmes des différents sites ont qualifié de pauvreté, de vieillesse ou de mort des sols. Ceci entretient davantage la pénurie des produits agricoles au niveau des ménages et aussi celle des graminées devant produire l'essentiel des aliments pour le bétail

Les ménages ruraux ont eu recours à diverses « stratégies de gestion de pertes » définies par Care International comme étant des « pratiques coutumières très élaborées permettant de minimiser les risques, car lorsque les crises surviennent et il y a des pertes ; et lorsque le malheur frappe, les ménages ruraux doivent faire des choix difficiles » (David Kauck, 2000). Ces choix sont par ailleurs peu nombreux.

¹ Le Sahel en lutte contre la désertification : leçons d'expériences/CILSS, (René Marceau Rochette)

Un changement du régime alimentaire, soit par une diminution de la ration à travers l'adoption de nouvelles recettes peu coûteuses ou une diminution du nombre de repas, soit par l'intégration de nouveaux aliments généralement extraits directement de la brousse en fonction de ses capacités écologiques ; Pendant cette période, les familles se sont alimentées avec de nouveaux produits constitués des résidus agricoles comme le son, nouvelles feuilles non consommées auparavant ; les animaux ont été nourris avec les fleurs des espèces non appréciées comme celles de calotropis procera. L'utilisation des condiments (eux-mêmes souvent végétaux) s'est aussi amenuisée, menaçant ainsi, la qualité nutritionnelle des repas déjà assez affectée par la réduction de la disponibilité des aliments. « Les champs donnent moins, mais la brousse aussi se montre moins généreuse. Elle ne fournit plus, en abondance les compléments alimentaires tels que fruits, feuilles, plantes comestibles et médicinales.... ». (Marie Monimart, 1989) Cette situation a eu un effet direct sur la santé infantile (malnutrition) et maternelle. Ce qui diminue la capacité et l'efficacité productive de la main d'œuvre familiale. De nombreuses activités comme la vente des produits de cueillette qui est une source de revenus pour les femmes des ménages vulnérables s'est aussi amenuisée avec la déforestation.

Les responsabilités de la femme se sont accrues, car les besoins alimentaires sont demeurés les mêmes pour les enfants, mais aussi des autres membres des ménages. Si l'indisponibilité des grains est une évidence sur le plan social, l'absence des repas au sein des ménages l'est beaucoup moins. Est-ce ce sentiment qui explique que **le recours à la décapitalisation** précoce de leurs propres biens (bijoux, ustensiles, petits ruminants) ? Les autres biens comme les gros ruminants, la terre...constituent les derniers recours locaux avant la migration.

Le recours aux prêts de céréales, ou d'argent a été une stratégie des ménages plus touchés par la crise ; cette pratique a eu un effet direct sur les relations interpersonnelles puis sur les rapports inter ménages et a engendré parfois des nouvelles relations de dépendance. Le système de prêts de grains n'a pas concerné les femmes parce qu'elles ont un faible pouvoir sur la gestion des grains, même de leurs propres grains en cas de crise.

La détérioration de la sécurité alimentaire avait engendré celle de la sécurité en matière de santé et d'éducation. La recherche de la survie quotidienne, à travers l'eau et les aliments avait revêtu une grande priorité qui a remis en cause la capacité des ménages à prendre en charge les besoins en matière de santé et d'éducation. L'automédication, principal mode de soin, avait été elle-même compromise par la disparition de certaines espèces arborées et graminées.

Une redistribution des tâches domestiques : Le manque d'eau, le manque de bois de chauffe et le manque de produits alimentaires (agricoles, sylvicoles et pastoraux) constituent un premier niveau de changement qui engendre le développement de nouvelles organisations dans la gestion du travail au sein des ménages ; les anciennes étant devenues inefficaces du fait d'un déséquilibre grandissant entre les ressources naturelles et certains besoins fondamentaux de vie. Le recours au travail des jeunes et des grands enfants devient une nécessité : En effet, l'absence des jeunes actifs partis en exode, les nouvelles contraintes en terme de distance et pénurie (baisse de nappe phréatique pour l'eau) liées à l'approvisionnement, la faim visible et parfois sournoise qui tenaille des membres des ménages, rend la recherche de l'amélioration des conditions de vie difficile et mobilise de ce fait toutes les forces de travail, car la femme à elle seule ne peut pas remplir toutes ces tâches.

La contribution des enfants est généralement mise à profit dans la recherche des aliments (feuilles...) et de l'eau au puits villageois. La participation des enfants à ces activités concurrence le temps de l'éducation scolaire, coranique.... Par ailleurs, l'entretien et les soins des enfants, sont négligés par le manque d'eau du fait des difficultés liées à son approvisionnement.

Dans l'ensemble, les hommes ne se sont pas beaucoup investis dans les tâches domestiques même pendant ces périodes difficiles, et la nouvelle organisation des tâches a intégré des mains d'œuvre de jeunes filles, des jeunes garçons et de personnes externes au ménage (jeunes, femmes âgées ou

voisines ont participé dans la garde des enfants en absence des mères par exemple..). Les hommes ont parfois contribué à l'approvisionnement en eau, lorsque la distance est devenue très grande et, dans certains cas, la tâche plus difficile avec la baisse de la nappe phréatique, car cette tâche a parfois débordée dans le temps se faisant de jour comme de nuit. Il faut comprendre qu'à cette époque de nombreux ménages évoluaient dans un contexte de grande famille ou *gandu* (unité exploitation familiale, mais aussi, d'habitation et de consommation), ce qui justifie une plus grande capacité de mobilisation de main d'œuvre féminine familiale pour ces travaux, libérant ainsi quelque peu, les hommes.

3.1.2 Stratégies sociales d'adaptation

Les stratégies sociales d'adaptation à la nouvelle situation pourraient être plutôt susceptibles d'engendrer des changements plus profonds dans les relations sociales de genre.

Renforcement du phénomène de migration saisonnière

La migration saisonnière des jeunes qui est une pratique de longue date, avait aussi concerné les hommes d'un certain âge. Parfois, tous les hommes partent en exode et même des familles entières lorsqu'elles avaient vendu leurs terres ; A Laba, Guidan Illa comme dans d'autres sites retenus seules les femmes sont restées au village. Cette migration, ancienne pratique des jeunes, qui avait permis de compenser les déficits céréaliers des ménages tend à se généraliser, emportant un nombre plus important ou la quasi-totalité des jeunes des communautés concernées ; *«Parce que les terres ont été vendues, des familles entières sont parties et certaines ne sont jamais revenues »* selon une femme de Laba.

Les conséquences sociales engendrées par ce phénomène, dans un contexte de crise et de dénuement général (cession des biens des membres du ménage) sont nombreuses avec notamment une instabilité conjugale, un nombre croissant de femmes seules, de professionnelles de sexes, de grossesses « illégitimes ». Avec cette migration de plus en plus longue, la femme devient le pilier de la maison, car elle entreprend de nouvelles responsabilités dans la gestion de la pénurie au niveau domestique à travers la gestion du grenier familial ou des semences.... Les séjours parfois longs des époux leur enseignent le goût de l'indépendance et de la gestion des décisions ou du pouvoir domestique.

3.1.3 Changements plutôt structurels en cours

D'autres changements, plus lents et plus globaux sont observés au fur et à mesure de l'installation du phénomène de désertification et se présentent comme étant des changements irréversibles, plus profonds qui laissent des empreintes plutôt durables sur le système de vie avec une imbrication interdépendante et progressive des deux systèmes ruraux de production.

Une nouvelle orientation pour la survie des ménages

« Même si les ménages paysans ont une grande capacité à s'adapter aux conditions environnementales difficiles et précaires, ils ont été soumis à une pression croissante au cours de ces dernières décennies....Au fur et à mesure que la population augmentait, de plus en plus de terres ont été mises en exploitation. Autour des endroits à fortes potentialités – les zones de plus fortes pluviométries, le long des lits de cours d'eau fossiles, autour des mares et des terres humides – des villages se sont développés et multipliés, entraînant plus de morcellement ou pénuries de terres. Les activités agricoles se sont également étendues aux terres marginales, dont beaucoup étaient destinées au pastoralisme. L'une des manifestations évidentes de cette situation est le déplacement constant de la limite de la zone agricole vers le nord, dans des zones où la pluviométrie est en moyenne plus faible et moins certaine. Pour bon nombre de ménages ruraux, ces évolutions ont augmenté l'exposition aux risques de sécheresse. Cela est vrai d'une part pour les éleveurs, qui ont perdu l'accès aux pâturages de saison

sèche, et d'autre part pour les ménages paysans qui ont occupé des sites où la pluviométrie est imprévisible, l'eau de surface rare et la rétention de l'eau faible. » (David Kauck, 2000)

Dans l'ensemble, cette situation de référence sociale doit être perçue dans une dynamique évolutive et ne peut en aucun cas être perçue comme un état statique.

Les projets/programmes de développement ont, dans leur démarche, ciblé des améliorations dans les domaines de : restauration végétale et meilleure adéquation entre les pratiques agropastorales et de la sauvegarde de l'environnement. D'autres activités annexes sont parfois entreprises pour répondre aux problèmes d'eau, de surcharge de travaux domestiques, d'accès aux crédits, d'amélioration de la nutrition, etc. Ces champs d'actions constituent les réponses aux contraintes observées. Les rapports de genre, qui sont des rapports sociaux de pouvoir entretenus entre divers groupes, n'ont pas été ciblés et ce travail tente de rechercher les impacts genres induits, non ciblés comme objectif ou comme résultat, par les projets/programmes au cours de leur conception ou leur mise en œuvre.

Les projets de développement ont intervenu dans une certaine dynamique sociale qui est à la base de nouveaux rapports sociaux intra ménage et inter ménages. La crise, ou mieux, les stratégies adoptées pour lutter contre la crise ont eu des incidences directes sur les relations intra ménages et inter ménages :

- une instabilité conjugale, affectant les jeunes ménages qui n'arrivent pas à faire face à la crise compte tenu de leur plus grande vulnérabilité ;
- une perte de l'autorité parentale, car les parents ne sont plus en mesure de satisfaire les besoins fondamentaux des jeunes ; a contrario, une tendance de renversement de rôles s'observe, les jeunes assurant la survie des membres de la famille à travers les revenus de l'exode ;
- une amorce de l'éclatement de la grande famille en faveur d'une organisation familiale basée sur les ménages, et proche de la famille nucléaire...
- une dépendance accrue des ménages plus vulnérables à l'endroit des ménages moins vulnérables ; ce qui augmente davantage le fossé entre les familles pauvres et les familles riches avec une hausse générale des niveaux de vulnérabilité des différentes catégories socioéconomiques ; ce qui a engendré dans l'ensemble un appauvrissement relatif au niveau de toutes les catégories de ménages ruraux.
- une augmentation des responsabilités des femmes au plan alimentaire, domestique sans transfert réel de pouvoir domestique et surtout pas de pouvoir communautaire.
- Une amorce de transformation des systèmes de production devenus précaires face à la désertification, et à la rareté des ressources naturelles (terre, pâturage...)
- et un début d'organisation sociale « *samariya* » imposée par l'Etat, qui jouait un rôle de mobilisation autour des questions d'hygiène et de salubrité... avec en parallèle des organisations traditionnelles d'entraide qui sont des acteurs importants dans la production agricole, rizicole et l'implantation des infrastructures...

Les réponses en terme d'appui portées par les projets ont-elles pu juguler ou du moins influencer ses transformations sociales pour instaurer des rapports sociaux plus équitables ?

IV. Des actions de réhabilitation de l'environnement aux changements sociaux

Cette seconde partie traite des changements observés suite à la mise en œuvre des projets/programmes d'environnement qui semble avoir engendré des impacts plutôt favorables sur les ressources naturelles. De l'avis de la population, le couvert végétal est amélioré égalant un niveau très appréciable et comparable à celui des années 70 en terme de masse écologique, même si la biodiversité s'est, par

ailleurs, drastiquement appauvrie avec la disparition de plusieurs espèces aussi bien ligneuses, qu'herbacées. Ce qui a engendré de nombreux changements dans les différentes utilisations avec l'introduction des substituts.

4.1 Conséquences genres des réponses aux urgences

Les aides alimentaires : La communauté internationale avait été très sensible à la sécheresse de 1984 et à l'accélération du processus de dégradation de l'environnement, d'où les aides d'urgences dont certaines à travers le food for work adopté par quelques projets (Projet Keita, PMAE, PDRT...) d'une part, et la recherche d'une solution plus durable d'autre part avec le financement de projets de réhabilitation de l'environnement. Cette action avait été très appréciée et reste encore une pensée nostalgique pour la population qui avait bénéficié de ce secours.

Une telle action avait eu des effets immédiats sur les rapports hommes/femmes en :

- permettant aux femmes de remplir leurs responsabilités de nourrir la famille ;
- permettent aux hommes absents de s'abstenir au soutien économique de leurs familles laissées au village, puisque les femmes travaillent pour le projet et perçoivent de la nourriture pour les membres du ménage.

Cette opération, en appuyant les femmes dans la prise en charge alimentaire des ménages en saison sèche, a-t-elle, quelque peu, influencé ou accéléré le transfert de cette responsabilité domestique des hommes vers les femmes ? Mais la pratique de l'exode en elle même avec les transferts saisonniers des responsabilités semble être la cause principale de cette transformation de rôle qui est observée dans tous les sites visités.

Cette même activité qui avait suscité l'adhésion des hommes et des femmes aux travaux de restauration des sols a eu pour effet par la suite de réduire l'exode des hommes pendant la durée du projet. Aujourd'hui encore les femmes de Tinkirana et Laba, la réclament pour « *garder leurs hommes à la maison* ».

Les cultures irriguées ont été dans plusieurs contrées introduites pour la première fois au cours de cette période à Laba par exemple par le projet Keita, et dans plusieurs autres communautés par les services techniques, comme une réponse externe à la pénurie alimentaire. Les produits de maraîchages ont, dans de nombreux cas, été adoptés et ont fait l'objet d'appropriation par de nouveaux acteurs : « les programmes de vulgarisation et de diversification des productions dites de contre saison ont culminé pendant la sécheresse de 1984-85 entraînant partout une augmentation nette des cultures maraîchères de type européen (salades, choux, carottes qui ont sensiblement modifié l'alimentation quotidienne). Près des villes comme Maradi, tous ceux qui ont des moyens, achètent des jardins pour aller s'y reposer. Des jardins d'un type nouveau apparaissent, grands (pouvant largement dépasser les 4 ou 6 hectares, alors que les parcelles plus nombreuses se situent ici au dessous de 50 ares), entourés de clôture avec porte cadenassée, plantés de centaines d'arbres fruitiers divers, dotés de puits et de motopompes, surveillés à l'année. Dès qu'ils sont en production, ces jardins de prestige sont aussi fort rentables et leurs propriétaires ont là aussi des comportements d'entrepreneurs. » (Anne Luxereau et Bernard Roussel, 1997).

L'approvisionnement des villes en produits maraîchers, par les ruraux, est fortement concurrencé par ces entrepreneurs. Dans certaines contrées visitées la pratique du maraîchage a été abandonnée du fait de l'abaissement progressif de la nappe phréatique : à Laba (oignons, salades et choux) et Guidan Illa. (la baisse de la nappe à Laba semble être due surtout à l'approfondissement du kori à côté du village ce qui n'a pas été empêché dans ce cas par le traitement systématique du plateau et des versants)

Les cultures maraîchères ont été, en priorité, réservées aux femmes, en raison de la taille des petits lopins de terre mis à disposition des populations et aussi de leurs caractères de complément alimentaire. Depuis le développement de cette culture et le constat de sa rentabilité, les hommes se

sont emparés des terres et des activités de production et de commercialisation des cultures maraîchères.

Les puits : ces puits villageois ont aussi été implantés pour la consommation de l'eau. Certains projets comme le PMAE ont équipé les puits d'un système d'exhaure (multi poulies); à Boukanda, cette action qui devait soulager les femmes quant au puisage, n'a pas eu l'impact souhaité sur la vie de ces femmes et elles ont, dans leur majorité, continué à utiliser leur force physique comme par le passé, ce qui a limité l'adoption du système qui est différent de la poulie des éleveurs, qui est un outil individuel facile à placer, à enlever et à transporter.

« La conception des aménagements de surface et des systèmes d'exhaure reste encore confinée au niveau des techniciens des services de l'Etat et des projets. Il n'y a pas d'études préalables quant à leur réelle utilité ni la véritable amélioration des conditions de vie qu'ils sont sensés apporter aux usagers » (Makama Oumarou, 2001)

Les puits maraîchers ont été utilisés comme puits pour l'eau de boisson. L'accès à l'eau semble être aujourd'hui encore une grande préoccupation à Laba et à Guidan Illa avec un abaissement constaté de la nappe phréatique (voir 4 para ci-dessus) qui n'a pas bénéficié d'action de projet d'environnement et dont les puits maraîchers ont été construits par un autre projet). Par contre les femmes de Gassikaina et Batodi estiment que le niveau d'eau dans les puits et mares est accru, ces dernières années, grâce à une amélioration de la pluviométrie. Ce constat est moins prononcé à Boukanda.

Les actions de crédits :

Crédits féminins : Ces actions persistent encore dans la zone du Projet Keita qui a tenté de les pérenniser au sein d'une institution de micro crédit. Les organisations des femmes qui portent ces actions existent encore et semblent peu ou pas comprendre les nouveaux enjeux autour de leurs activités ; certaines émettent des doutes sur le devenir ou l'être de leur ligne de crédit.

Crédits charrettes : Pour améliorer la mise en valeur des champs, une charrette a été octroyée à crédit aux exploitants ; cette activité exclut les femmes, notamment à Boukanda, car elles ont un faible accès au foncier.

Ces charrettes qui devaient servir pour le transport du fumier et de la récolte ont aussi permis le transport de paille, de diverses marchandises vers les marchés locaux, et les évacuations sanitaires, et autres déplacements ...

L'introduction des charrettes à Boukanda a eu un effet sur l'approvisionnement des ménages en, désormais effectué par les jeunes hommes qui ramènent du bois en grande quantité et de l'eau dans des fûts.

Le transfert de responsabilité dans l'approvisionnement en eau et en bois, observé dans les ménages qui disposent de charrette, commence aussi dans les autres ménages, lorsque la femme est malade ou en grossesse ; ceci est aussi sous-tendu par l'éclatement des grandes familles qui diminue la main d'œuvre féminine familiale. Mais, ce transfert de responsabilités pour l'approvisionnement en eau et /ou en bois est-il pour autant effectif ou en cours de processus ?

Crédit semences accordés aux femmes (culture de case et appui aux champs collectifs des femmes), dans le cadre d'une augmentation de la production agricole ; Production agricole qui est reconnue comme ayant sensiblement augmenté dans tous les sites touchés par les projets et même dans les autres sites du fait de la réplification des bonnes pratiques par les populations des sites non touchés. La ration en céréales des membres des ménages n'a pas progressé selon le même rythme ; bien au contraire elle semble être plutôt stagnante aujourd'hui et semblable au niveau de départ. Les populations des sites estiment que « *les actions des projets ont contribué à éviter une catastrophe alimentaire, car sans eux, qu'aurait été la ration aujourd'hui ?* Cette situation pourrait s'expliquer par le fort taux de croissance démographique avoisinant les 3% depuis plus de vingt ans et les crises

alimentaires successives de ces dernières années. Les feuilles contribuent largement à l'amélioration de cette ration (de céréales) et de la nutrition des ménages ruraux ; cette disponibilité en feuilles a induit un changement dans la stratégie de gestion des pertes en diminuant beaucoup l'afflux vers les centres urbains où ces migrants occasionnels font recours par manque de travail à la mendicité, à la prostitution... Ces populations ont développé localement des stratégies de gestion de pertes au cours de la crise alimentaire de 2005 en consommant des feuilles, ce qui a engendré la découverte, dans le terroir, de nouvelles plantes comestibles.

Pour améliorer la production de rente des femmes, le PMAE a tenté de mettre en place des GIE, puis des filières (par exemple de souchet en facilitant une mise en contacte des femmes productrice de souchet de Ouallam, avec les structures exportatrices de souchets de Maradi... « *Un GIE existe encore à Sargane, au sein duquel travaillent plusieurs femmes* ».

Au niveau local, les réponses aux urgences portées par les projets programmes ont engendré des impacts genre en matière de répartition des tâches domestiques dans un contexte socioculturel plus favorable, caractérisée par une forte islamisation (izala) et une fragmentation de la cellule familiale ; Ce qui a rendu plus facile l'implication des hommes aux tâches ménagères ; cette nouvelle répartition des tâches a été plus vite ressentie dans les communautés où il y'a eu une introduction des charrettes. La mécanisation, même légère du transport a favorisé son acceptation sociale chez les hommes et les femmes des communautés. Aujourd'hui ce facteur « mécanisation » qui avait joué un rôle important dans le transfert des tâches domestiques, amorce une phase de dégression avec le retour à la situation normale ; même avec l'acceptation sociale et religieuse, ce nouveau partage des tâches n'est pas renforcé par un partage de responsabilités qui déterminerait ainsi les nouveaux rôles ; *l'homme n'est pas encore responsable de ces tâches, il assiste la femme.*

Les autres réponses qui comportent en elles des enjeux financiers et/ou économiques (maraîchage, crédit ...) ont très vite été récupérées par les hommes après le projet, et parfois même au cours de sa mise en oeuvre.

Les réponses aux urgences portées par les ménages ruraux démontrent que les ménages polygames et surtout les grands ménages (avec un grand nombre de personnes) ont pu, plus facilement, contrecarrer la crise du fait de leur plus grande capacité à adopter, simultanément une multiplicité de stratégies. *Les grands ménages, dans toutes les zones visitées ont, le mieux, résisté au choc.* Est-ce, ce qui explique la tendance chez les jeunes à opter pour la famille nombreuse, avec un choix de plus en plus marqué pour la polygamie comme stratégie ?

Les changements liés à la gestion des pertes ne sont pas profonds ; leur fonction était de minimiser les pertes engendrées par la crise et ont de ce fait peu abordé les rapports sociaux ; ils ont plutôt contribué à améliorer les conditions de vie des ménages. La transformation de la division du travail seul facteur visé par les actions des projets qui est susceptible d'influencer les rapports de genre n'a pas été probante, car les activités menées par les hommes gardent le caractère d'assistance portée aux femmes qui sont et restent les seules responsables de l'approvisionnement de l'eau, et du bois.

Les bénéfices plus souvent immédiats des projets, ont suscité des scissions au sein des villages ; leurs hameaux réclament leur indépendance afin de jouir directement d'un partenariat avec le projet : cas du hameau de Teraguessé à proximité de Gassikaina qui s'est administrativement détaché du village mère pour devenir un partenaire direct du projet.

4.2 Accroissement des ressources naturelles et impacts genres

La prise en compte des évolutions des deux systèmes de production qui caractérisent l'économie rurale à savoir, le système de production agricole et le système de production pastorale permettra de mieux cerner les impacts induits par les projets programmes de développement. Ce qui suppose une analyse

des structures familiales au sein desquelles s'organisent ces activités, tout en étant regardant sur leur niveau de vulnérabilité ; une attention particulière sera portée sur les relations hommes femmes intra ménage et communautaires autour de l'accès et du contrôle des ressources naturelles y compris le foncier avec lequel ces dernières constituent le substrat des activités productives : les nouveaux rôles des femmes et des hommes dans leur travail, et dans les investissements, les changements dans la gestion des ressources, dans l'alimentation...seront aussi pris en compte.

Transformation du système de production agricole

Dans la zone agricole, l'élevage devient une stratégie de sécurisation et de protection des biens des ménages ; les petits ruminants sont présents dans presque tous les ménages ruraux, et dans une proportion moindre pour environ un tiers des ménages, l'agriculture devenant de plus en plus précaire ; « Cette terre fatiguée réclame de plus en plus de soins et de travail. Les tâches agricoles des femmes se sont alourdies : l'adoption des cultures de rente, la baisse des rendements, les contraignent à travailler plus et à produire plus de céréales. Mais la vulgarisation, les intrants, le matériel agricole sont d'abord destinés aux hommes, hommes qui sont de plus en plus absents, même parfois pendant la saison culturale... Cependant, les femmes ont des responsabilités de plus en plus lourdes dans la fourniture de nourriture à la famille.

Au deuxième congrès de L'Association des Femmes du Niger (1979), les femmes avaient déjà fait remarquer que le grenier féminin remplace le grenier de réserve. La désertification ne pose pas que le problème foncier pour les femmes, elle interpelle aussi sur leur rôle dans la sécurité alimentaire ». (Marie Monimart, 1989). En effet, la

Depuis 1984, les gandu ont continué à être morcelés sans cesse... Leur superficie aujourd'hui varie d'un hectare à huit. Il y'a ceux qui n'ont rien et qui louent. Parfois, les chefs de ménage prennent le soin de trouver des champs à louer qu'ils mettent à la disposition des femmes et des jeunes du ménage en guise de gamana.

Un villageois de Dourgou

situation de déséquilibre est telle que ceux qui garantissent la survie familiale par des apports non agricoles (AGR des femmes et migration des jeunes) n'ont aucun pouvoir de décision au niveau des affaires sociales et même parfois économiques qui les concernent.

La persistance relative de cette situation a conduit ces exploitations sous tension écologique vers une dislocation expliquée selon la population par la nécessité de partager les risques. De ces grandes familles sont nées des petits regroupements familiaux ou ménages supposées à l'époque plus viables du fait de la diminution de la charge économique et de l'autonomie sociale qui favorise l'émergence des initiatives individuelles. Sur le plan social, les projets et programmes d'environnement, ont pu stabiliser ces transformations en cours ; par ailleurs, elles poursuivent encore leur processus avec des modes nouveaux d'accès ou d'exclusion de la terre de catégories sociales vulnérables (femmes, jeunes...)

La recherche des vivres pour l'alimentation du ménage est très liée au système de production et à la disponibilité foncière ; cette dernière constitue un facteur important de la sécurité alimentaire. La pression sur le patrimoine foncier engendre une perturbation de la gestion communautaire et familiale de la terre, avec la mise en place de nouvelles normes sociales pour justifier les changements intervenus. Les champs de culture constituant le patrimoine foncier du ménage sont partagés en plusieurs parcelles. Souvent, les parcelles d'un ménage ne sont pas groupées, surtout dans le sud du pays, ce qui dénote les nombreuses transactions foncières (achat, vente, partage suite à l'héritage) entreprises au sein des ménages ; la fréquence de ces transactions est en corrélation directe avec le

degré de pauvreté rurale qui incite les ménages les plus vulnérables à céder leur terre pour assurer leur approvisionnement en vivres ou pour faire face à d'autres urgences (santé, mariage des enfants...).

Traditionnellement, chaque membre de ménage dispose d'une parcelle en dehors de l'exploitation agricole familiale ou *gandu*² qui est gérée par le chef de ménage et dont la superficie est généralement plus grande que les parcelles individuelles car elle est supposée subvenir aux besoins alimentaires de tous les membres du ménage. Cependant, avec le morcellement lié aux partages successifs, la superficie du *gandu* a diminué et il représente plutôt le champ individuel du chef de ménage. Les champs demeurent plus grands au nord du pays (par exemple dans les départements de Dakoro, Tahoua, Mayayi) que dans la partie située au sud.

Les femmes et les jeunes hommes (mariés ou non) disposent d'une parcelle individuelle ou *gamana*³; quant aux jeunes filles, elles doivent travailler avec leur mère sur sa parcelle. C'est le premier niveau de marginalisation des femmes concernant l'accès au foncier. Comment expliquer ce phénomène ? Est-il lié au mariage précoce pour les filles qui intervient lorsqu'elles atteignent, en moyenne l'âge de douze ans ? Pourtant le système d'apprentissage de l'agriculture commence dès l'âge de sept ans pour les filles et pour les garçons dans la société hausa. Il n'a pas encore été relevé l'accès à la terre des filles non mariées dans cette société ; le mariage leur permet, au mieux, d'accéder à un prêt de terre de la part de leur époux. Ce premier niveau d'exclusion qui n'est pas lié à la disponibilité foncière constitue sans doute le fondement culturel de la tendance à la déféminisation de l'agriculture. Ne constitue-t-il pas une socialisation des filles à l'insécurité foncière ?

L'amélioration de la productivité agricole largement reconnue dans les villages enquêtés, a certes freiné dans un premier temps le déficit alimentaire au niveau des ménages concernés. Trente années plus tard - difficile de dire si cette déclaration est ou n'est influencée par la crise alimentaire récente de 2005 - les populations estiment que le niveau de déficit de 1984 est de nouveau atteint, du fait du déséquilibre ressources / besoins lié au fort taux de croissance démographique qui dépasse les 3%. Mais une évidence persiste qui est la transformation du système agricole vers l'agro pastoralisme.

Le rôle des femmes dans la gestion familiale a évolué. C'est nous qui prenons nous-même la mesure nécessaire pour le repas. Quand il n'y a plus de vivres, nous leur donnons de l'argent des produits de nos récoltes (arachide, gombo, sésame, haricots). Nous vendons aussi le bétail pour nous procurer à manger ; c'est notre façon de contribuer à l'alimentation du foyer.

Femme de Boukanda

Une autre tendance forte liée paradoxalement à l'exclusion des femmes et jeunes de la terre est leur plus grande responsabilisation dans l'alimentation des ménages, les unes à travers les AGR, les autres à travers la migration. Est-ce une amorce de spécialisation des catégories sociales dans divers domaines ?

Transformation du système de production pastorale

² Cette exploitation était régie par le chef d'exploitation et constituait le patrimoine familial qui produisait les provisions alimentaires des différents ménages membres de cette unité d'exploitation (qui était parallèlement unité de consommation et unité d'habitation) ; aujourd'hui le *gandu* regroupe les membres d'un seul ménage.

³ Champ individuel, prêté par la famille aux femmes et aux jeunes devant servir à la satisfaction de leurs besoins personnels. Actuellement sa production est reversée prioritairement dans le grenier du ménage ;

Le système de production de la zone nord du pays est devenu agropastoral depuis 1984, à la suite de la perte parfois totale du bétail familial ; la pratique de l'agriculture en zone pastorale⁴ s'est imposée alors pour la survie des ménages qui ne sont plus en mesure d'échanger des animaux contre du mil. Cette transformation du système de production pastorale se poursuit avec une mise en culture toujours croissante de l'espace nord qui est sous-tendue par la dégradation persistante des termes de l'échange des produits pastoraux par rapport aux produits agricoles.

Par ailleurs, les champs des zones pastorales semblent prendre de l'ampleur.

Cette interdépendance de ces deux systèmes de production développe-t-elle de nouveaux codes, de nouvelles normes, de nouvelles stratégies collectives ?

En effet, une grande diversité de stratégies de survie, est adoptée par les ménages ruraux ; ce comportement est un indicateur d'une moindre efficacité des stratégies prises isolément, et n'est point le signe d'une capacité accrue de créativité et d'innovation des ruraux ; ces stratégies ne naissent-elles pas au détour des sursauts pour la survie ?

La restauration des pâturages en zone pastorale a permis une reprise normale de l'activité pastorale, mais n'a pas d'effet sur la transformation du système de production vers l'agro pastoralisme.

L'activité agricole s'est installée plus récemment chez les touaregs de Tinkirana avec la perte du cheptel et constitue un phénomène très récent. Leurs femmes héritent de la terre et commencent à en jouir à travers la pratique de l'agriculture.

La tendance vers l'agro pastoralisme constitue une nouvelle réponse locale aux conditions actuelles dans lesquelles évoluent ces deux systèmes de production.

L'agro pastoralisme exprime la précarité de chaque système pris isolément et la capacité donnée à l'un de bénéficier des atouts de l'autre pour atténuer les risques qu'il comporte et vice versa.

En effet, Tinkirana et Laba qui sont les sites les plus nord visités dans le cadre de ce travail, ont une organisation familiale qui s'apparente à une organisation de village sédentaire. Les jeunes remontent plus au nord avec les animaux pour libérer les champs de culture. La grande fréquence de mauvaises saisons (deux bonnes campagnes pour trois mauvaises), a engendré dans les ménages plus vulnérables un processus de décapitalisation des animaux (et des UCA cédées à des acheteurs venus de Maradi) vendus en échange de grains pour compléter la récolte toujours insuffisante, ce qui rend la reconstitution du cheptel difficile. 40% de la population qui dispose d'animaux l'a acquis de par l'exode des jeunes.

Dans les deux cas, la migration est aujourd'hui une stratégie efficace, car elle constitue un apport extérieur qui vient renflouer l'économie locale basée sur un système agro pastoral lui-même proche

Le discours des gens de la ville, sur la baisse de natalité nous fait sourire. Nous vivons des réalités différentes ici, la richesse c'est un grand nombre d'enfants... Les sécheresses passées l'ont confirmé car, seules les grandes familles ont accusé la crise avec dignité. Les enfants ne coûtent rien ici ; là bas ils coûtent en éducation, en santé, en alimentation... et ne trouvent même pas de travail malgré leurs longues études...

Ici, nos enfants produisent dès le jeune âge et leur apport devient très vite une composante importante des stratégies de vie et de survie de nos ménages. Plus ils sont nombreux, plus nous avons des chances de nous en sortir... parfois à travers l'enfant béni qui les « os de la richesse »

Un homme de Tinkirana

⁴ Loi n°61-5 du 26 mai 1961, fixant une limite nord des cultures, située au nord de l'isohyète 350 millimètres.

de la rupture du fait de l'insuffisance des ressources naturelles. Les chefs de ménages compte sur la migration des jeunes pour survivre et pour recapitaliser. Cette logique engendre plus de polygamie, même chez les éleveurs où cette pratique était peu développée, pour un plus grand nombre d'enfants et un plus grand déséquilibre entre les ressources naturelles et les besoins. Cette nouvelle orientation de plus en plus prononcée de l'économie rurale, est-elle la manifestation d'une inefficacité de système agro pastoral, ou est-elle partie intégrante de ce nouveau système de production en ce sens qu'elle renforce le capital pastoral et le capital foncier ?

Les évolutions dans les mouvements de populations en terme de durée et de lieu de migration ; les évolutions des revenus générés et surtout celles des sommes envoyées par les migrants à leurs familles sont en prendre en compte.

Les actions des projets ont eu un effet immédiat sur les migrations des jeunes. Mais aujourd'hui elle a repris et les jeunes vont de plus en plus loin : Côte d'Ivoire, Cameroun, Bénin, Togo, Nigeria, Libye, Ghana, Gabon, et récemment, Arabie Saoudite, Dubaï, et USA sont de plus en plus perçus comme de nouveaux horizons, pour les ménages moins vulnérables.

De l'avis des femmes, les hommes sont obligés de partir, ils n'ont pas de travail ici. Ils sont trop exposés à la guerre en Côte d'Ivoire, aux expulsions au Bénin, au mépris partout... « *Si on a de quoi manger, ils restent au village comme au bon vieux temps du food for work* ».

La migration aujourd'hui concerne aussi les femmes ; celles de Laba vont à Konni, Madaoua, Illela, Maradi et même au Nigeria à Kaduna ; elles reviennent à la saison de pluies. C'est une migration qui permet de soutenir la famille restée au village. Les femmes font des envois plus petits, mais plus fréquents en espèces mais aussi en nature (aliments, médicaments...). Avant la migration des femmes, la migration familiale s'était développée s'était déjà imposée aux ménages plus vulnérables qui ont vendu leur terre. Et, ne disposant plus de terre, le ménage quitte le village parfois définitivement. Les autres reviennent en saison de pluies sauf ceux qui quittent le continent, par crainte de ne pas pouvoir y retourner ; ce départ, vers les Etats-Unis, prend souvent la forme d'un départ définitif.

Plusieurs types de migrations coexistent avec une prédominance de la migration de courte durée qui atteste une plus grande précarité des conditions de vie des ménages ; de même les envois sont plus réguliers (tous les mois, dans certains ménages vulnérables) ; Est-ce, l'effet d'un plus grand besoin ou d'une plus grande pression exercée à travers la téléphonie mobile ? La téléphonie est aussi en voie de diversifier les rapports entre le migrants et sa famille : Les femmes peuvent ainsi solliciter des appuis plus précis comme des médicaments, qui sont rapidement envoyés par les cars de brousse. Un réseau financier est mis en place pour répondre à ces urgences ; il consiste à déposer une somme d'argent chez un commerçant (résident dans le pays d'accueil) qui demande à un correspondant (pays d'origine) à payer l'équivalent de la somme aux parents du migrants. Ce transfert est généralement gratuit.

En effet, la migration finance en premier lieu la sécurité alimentaire, l'élevage, puis le commerce et le foncier. La sécurité alimentaire est certes importante car lorsqu'elle n'est pas assurée, elle absorbe tout le revenu des migrants. Mais, lorsque le foncier est insuffisant la jachère disparaît, et si le ménage ne dispose pas de produit d'élevage ses capacités à amender ses champs s'amenuisent et ses rendements agricoles chutent de même ; alors le ménage s'engage dans un cycle d'appauvrissement permanent. Aujourd'hui la migration est perçue comme la stratégie de tous les

Si j'ai trois enfants, j'inscris un à l'école publique, un à l'école coranique et le troisième ira en migration après quelques années d'école coranique. Et avec les échecs assurés de l'école publique...on a plus d'enfants qui partent en exode

Un villageois de Dourgou

ménages. Les plus riches vont plus loin et multiplient ainsi leurs chances d'assurer plus que les besoins alimentaires, mais de permettre un premier niveau d'investissement dans le système de production agropastoral.

La migration a occupé une place importante dans l'organisation des ménages de sorte qu'elle entre en ligne de compte dans l'affectation des enfants en part égale avec l'école publique et l'école coranique. Elle n'est pas en concurrence avec les systèmes éducatifs existant mais elle récupère tous les enfants exclus de ces systèmes ; l'école publique semble en perte de vitesse du fait des recrutements de plus en plus espacés des enfants (l'inscription des enfants à l'école primaire, se fait tous les trois à quatre ans).

4.2.1 Protection, plantation

La densité des ressources ligneuses, l'amélioration du pâturage, la diminution du vent qui ne détruit plus les nouvelles pousses de mil sont mentionnés comme étant les impacts les plus frappants des projets et programmes de développement selon les populations des sites.

A Dan Saga, Manguizawa, Boukanda, Gassikaina, Batodi, *les ressources naturelles végétales sont devenues des sources de revenus appréciables*. Les autres sites plus au nord, comme Tinkirana, Laba, les impacts existent certes, mais semblent moins importants.

En effet, les bois sont dans l'ensemble bien entretenus et ne sont pas coupés dans ces zones précaires comme Laba où la population n'utilise que du bois mort selon des « conventions locales » nées du projet. Dans ce même site, il est tout de même toléré que les femmes des ménages pauvres coupent, de temps en temps, du bois qu'elles utilisent ou qu'elles vendent en cas de nécessité.

Les vendeurs de bois de Laba s'approvisionnent à Dabagué Mansala à quelques dizaines de kilomètres. Les vendeurs de Batodi s'approvisionnent de plus en plus loin ; actuellement ils prennent le bois après le goudron qui est situé à 7 kilomètres du village. *Cette distance, de plus en plus éloignée pour les vendeurs de bois, s'explique par le contrôle plus fort exercé par la population sur les bois des espaces cultivés et appropriés.*

Par contre la distance pour le ramassage de bois de chauffe a diminué ; les femmes de Boukanda, s'approvisionnent deux fois par jour, ce qui dénote la faible distance et la possibilité de ramasser le bois dans n'importe quel champ ; et lorsque cet approvisionnement est effectué par les hommes, ils rapportent un stock de trois jours par charrette. Le ramassage de bois est contrôlé à Manguizawa où les femmes s'approvisionnent dans les champs appartenant aux membres de leur ménage ; lorsqu'elles doivent prendre sur un autre champ, elles devront le faire sur autorisation du propriétaire. Les « sans terres » sont aujourd'hui doublement démunis

Le bois de service et le bois d'œuvre sont de plus en plus disponibles et permettent la construction de hangar et des maisons en banco, des greniers (sont plus régulièrement repris) à Manguizawa, Dan Saga, Boukanda et Gassikaina.

La fabrication de mortier et pilon a été mentionnée à Dan Saga avec les *Azadirachta indica (bedi)* plantés ; à Manguizaoua, ils sont confectionnés avec les *Azadirachta indica*, *Faidherbia albida* et *Sclerocarya birria (bedi, gawo et dania)* espèces introduites ; ce qui signifie la disparition ou la récente réapparition de jeunes plants protégés du *Prosopis africana*, traditionnellement utilisés dans ce travail. Comme pour la confection du mortier et du pilon, la substitution de type bois est constatée dans la construction en banco, dans la construction des cases, dans la confection des toitures (herbacées). Le changement de matériau n'est pas forcément porteur d'une amélioration dans le travail (carton par dessus les bois de traverses au lieu des tiges de l'*Andropogon gayanus (gamba)*, mais reste une substitution permettant la poursuite des usages sociaux encore en vigueur, mêmes si les produits de substitution sont moins durables de l'avis des usagers et des artisans ou fabricants eux-mêmes.

Certains produits comme les nattes en palme de l'*Hyphaene thebaica* (palmier doum) ont été remplacées par les nattes en plastiques ; le coût élevés de ces palmes à Tinkirana ne facilite pas

l'écoulement des nattes tressées par les femmes ; ce revenu de plus en plus aléatoire, sert à l'achat de mil pour les femmes des ménages vulnérables et à l'achat de chèvres pour celles des ménages moins vulnérables.

De même tous les bois sont utilisés comme bois de chauffe, la population ne fait plus de sélection pour le bois à brûler ; ce comportement n'a pas changé car il participe à une bonne gestion de l'arbre. Aujourd'hui, la grosseur du tronc semble déterminer son usage. Et la cuisine utilise les plus petits et d'autres produits de substitution comme les tiges de mil, et cela dans toutes les communautés visitées. Les effets en terme de disponibilité de bois de chauffe ont été les plus rapides ; la population n'a pas attendu que les arbres protégés ou plantés grandissent. *Dès qu'ils ont atteint une certaine taille (après cinq à six ans) les propriétaires des champs ont commencé à exploiter les branches des grands arbres du champ, du fait d'une assurance acquise liée au fait de voir grandir une autre génération de divers peuplements plantés ou protégés.*

Les artisans doivent pour acquérir le bois dont ils ont besoin le couper dans leur champ ou l'acheter. Pour ceux qui utilisent les herbacées, ils les ramassent encore dans tous les champs lorsque le propriétaire ne les a pas déjà collectées pour les vendre comme fourrage aux éleveurs transhumants ou du village.

Les femmes ressentent davantage leur exclusion du foncier, du fait de ces nouveaux enjeux autour des ressources naturelles et auxquels elles n'ont plus les mêmes droits que par le passé, encore une fois de plus. *Cette exclusion ressort davantage leur marginalisation foncière ; même si le gamana est à sa disposition, elle n'a aucun droit sur les arbres en dehors de celui des usages qui lui sont traditionnellement réservés. Comme pour les herbacées, les femmes ramassent pour la vente les fruits et les feuilles dans n'importe quel champ du terroir et même dans les champs des terroirs voisins.*

A Maiguizawa, Dan Saga, Boukanda et Gassikaina, *la disponibilité du bois s'est traduite par une plus grande disponibilité de tiges dans les champs et d'herbes dans les aires de pâturage : un retour aux anciennes pratiques favorables à la production agricole et pastorales est observé.* Alors que cela n'est pas le cas à Batodi, Tinkirana, Laba et Guidan Illa où des stocks de tiges sont coupées, entassées et clôturées avec des épineux dans les champs. La pénurie en pâturage a engendré une pression sur les tiges qui constituent des sources de revenus importantes, alors ce n'est plus le cas dans les sites du sud du pays, même si cette pratique s'observe dans certaines zones du sud non touchées par les projets d'environnement comme à Dourgou qui pourtant tente d'imiter les pratiques des sites voisins. Est-ce aussi dû à la présence des groupes peuls voisins, qui constituent une clientèle sûre pour ce produit ?

La protection/plantation d'arbres a donné à l'arbre une nouvelle valeur ; il n'est plus un don inépuisable de Dieu, mais un don épuisable par les hommes. Il est devenu un bien dont il est important de prendre soin, de planter, de protéger en l'utilisant d'une façon rationnelle, i.e, qui ne le mette point en péril. La technique de l'élagage qui est bien adoptée afin de bien protéger l'arbre en est une preuve de cette importance accordée à l'arbre.

Les impacts de ces activités sont aujourd'hui une brousse fournie (les images montrent que ce n'est pas la brousse qui est fournie, mais plutôt les champs de culture) qui offre du bois de chauffe, du bois de service, du bois d'œuvre. Une déclaration (par qui ou de qui ?) stipulait l'appartenance de l'arbre au propriétaire du champ avait particulièrement favorisé cette activité ; *cette assurance de propriété de l'arbre donnée aux propriétaires fonciers, a incité en eux, le désir de reboiser leurs champs avec des espèces de leur choix en réintroduisant de nouvelles espèces, parfois cherchées et trouvées au*

L'arbre en lui-même contribue à fertiliser le sol avec ses feuilles qui tombent. Le résultat est net... si vous avez deux champs sans aucun amendement, l'un planté d'arbres et l'autre pas, la différence de rendement peut aller respectivement du double au simple.

Un homme de Dan Saga

Nigeria Boswellia odorata (hano à Maiguizawa). Ce phénomène se traduit en priorité par la protection des essences en disparition. D'autres espèces disparues sont reparues : *Maerua angolensis* (ciciwa) à Maiguizawa avec l'existence récente de deux pieds dans le terroir. « *kalgo* ou *Piliostigma reticulatum* est revenu. Le premier pied a poussé dans un trou de *zai* » à Batodi ; dans ce même village, les populations ont réintroduit le *Combretum glutinosum* (*taramnia*), le *Sclerocarya birrea* (*dania*) et le *xymenia americana* (*tsada*).

Les habitants des villages visités sont capables de dire avec précision le nombre de pieds des arbres réapparus et leur localisation dans le terroir ; ce qui dénote l'importance accordée à cette restauration de leur environnement. Les individus semblent gérer la diversité écologique de leur champ respectifs et du terroir villageois. Les arbres qui sont nombreux dans un champ, ceux qu'on estime avoir des effets néfastes sur la production agricole, (qui gênent le mil et qui sont peu utiles pour la construction) ceux qui sont tordus sont arrachés au moment du défrichage du champ.

Selon les populations, certaines espèces comme le *Prosopis juliflora* et l'*Acacia nilotica* (*bagarua*) ont contribué à la diminution des terres de cultures, le premier par ses épines, le second par le durcissement du sol du fait de son tanin qui rend toute production vaine à proximité de l'arbre (dans un rayon de trois à cinq mètres).

Un impact reconnu par tous, est la disparition du vent néfaste qui enterrait les nouveaux plants de mil, qui sablait tous les repas, poussérisait toutes les maisons, toutes les personnes et absolument tout ... *ce qui a beaucoup contribué à augmenter la production agricole, à améliorer l'hygiène en générale et l'état de la santé.* L'effet brise vent pour les cultures a été effectif quatre à cinq années après les plantations/protections à Maiguizawa.

A Tinkirana, les plantations ne sont pas bien entretenues et sont menacées de disparition ; l'eau ruisselle et rien n'est entrepris pour permettre à l'arbre de profiter de cette eau, les ouvrages sont défectueux et pas de travaux d'entretien. *Les arbres sont mieux entretenus lorsqu'ils sont dans des champs de cultures.* Les travaux collectifs sont difficiles à organiser sur les sites après projets ; et la population de Tinkirana semble attendre le tracteur pour reprendre les travaux ; le recours aux pratiques et savoirs locaux est certainement plus durable en terme d'entretien et de réplification.

4.2.2 Récupération de sols

Les évolutions et les tendances significatives dans la disponibilité et l'accès aux RN (terres de culture, terres de pâturage) et dans la dynamique sociale qui accompagne leur accès en terme de gestion sociale des ressources communes.

Les femmes sont aujourd'hui libres de louer, d'acheter des terres de cultures qu'elles mettent en valeur même sans l'avis de leurs maris à Boukanda. A Boukanda, Gassikaina, la récupération des terres semblent avoir favorisé les femmes des ménages plus vulnérables qui n'avaient plus accès à la terre du fait de l'exiguïté des terres familiales. Avec l'augmentation des terres de cultures, les femmes ont commencé à jouir des prêts de terres. Les terres prêtées ne sont pas amendées et donnent de faibles rendements

Nous avons rendu ces terres fertiles grâce au PASP et nous avons cultivé pendant un petit temps ; nous les avons rendu à leurs aux propriétaires qui sont : Modi Kambé (2 ans de travaux dans son champs), Djibo Boubacar (1 an), Hassane Seydou (2 ans). Parce qu'elles sont vraiment fatiguées.

Groupe de femmes de Boukanda

Cette même tendance est observée dans les villages non touchés par les projets d'environnement, comme Dourgou où les femmes louent les terres à environ 10.000 F l'hectare pour une campagne, chez les peuls qui avaient racheté les terres du village. Les champs loués ne sont pas amendés (surtout

pas de fumier qui réagit des années plus tard) et cette pratique fragilise de plus en plus la récolte des femmes qui n'ont pas les moyens non plus de se procurer les engrais minéraux. Les *gamanas* des époux étaient par contre amendés (fumures organiques) car ils constituent une meilleure garantie en terme de possibilité d'exploitation sur un long terme (prêt valable jusqu'au divorce). Aucune femme n'a dans ce village acheté de terre compte tenu de la faiblesse des revenus féminins, revenus procurés par l'exercice des petites AGR. La pratique de l'élevage y est aussi en diminution avec le développement de vol de bétail pour permettre la satisfaction des besoins urgents des ménages les plus vulnérables.

Avec l'avènement de la récupération des terres, à Dan Saga, les femmes des ménages plus vulnérables ont bénéficié de la redistribution des terres de *gamanas* qu'elles avaient précédemment perdues. Actuellement ces *gamanas* jouent un rôle essentiel dans l'alimentation du ménage et assurent aussi certains besoins sociaux ; lorsque la pression foncière est forte, un système d'exclusion des catégories sociales les plus vulnérables (femmes, puis jeunes) est amorcé dans l'accès à la terre, et *l'exemple de Dan Saga, Boukanda et Gassikaina semble démontrer que lorsque les superficies cultivables du ménage augmentent, un retour aux pratiques sociales précédentes d'octroi de gamanas est possible.*

Mais, dans les zones à plus forte démographie, ce phénomène (octroi de *gamana*) est moins important, comme c'est le cas à Laba. L'accès des femmes à la terre dépend de deux facteurs importants qui sont la disponibilité des terres cultivables et l'importance de population du village, ou mieux encore de l'équilibre disponibilité foncière/population. Lorsque de nombreux chefs de ménage manquent de terre, les prêts et les locations entre hommes deviennent importants et les femmes commencent à perdre leurs *gamanas*. *La vente des terres par les ménages pauvres aux fonctionnaires et commerçants des villes proches, a accéléré ce processus d'exclusion des jeunes et des femmes du foncier agricole.*

A Guidan Illa village sans projet, les femmes cultivent encore des petits champs avec la restriction des espaces cultivables qui commence. Les plus grands *gandu* du village sont entièrement sarclés en 4 jours (au lieu de 7 jours il y' a une dizaine d'années. *La diminution des terres est plus sensible dans les villages qui n'ont pas bénéficié de récupération de sols* (Dourgou, Guidan Illa et Tinkirana). La majorité des ménages vulnérables de ces villages, n'ont pas pu racheter les terres vendues en 1984.

L'accès au pâturage est nettement amélioré, avec une augmentation des aires de pâturages de saison de pluies, grâce aux actions de délimitation des aires pastorales (couloirs de passage, aires de pâturage) et à la récupération des terres dans les zones où la pratique de jachère est réapparue (Boukanda, Maiguizawa, Gassikaina...). Le contrôle sur les tiges et les herbes appréciées a diminué et ces ressources ne sont plus source de conflits.

En effet, l'augmentation des surfaces cultivables par la récupération des sols a eu d'autres impacts dans les zones où les ressources foncières sont encore disponibles. En effet à Boukanda, les terres récupérées ne sont pas toutes mises en valeur sur le plan agricole ; bon nombre de ménages les laissent en jachère par manque de moyens financiers et même humains (la migration drainant plus de jeunes) et elles augmentent de fait, la superficie des aires pâturées. L'élevage prend de l'ampleur alors : Les populations, hommes et femmes qui reconnaissent pratiquer essentiellement l'élevage caprin avant le projet élèvent aujourd'hui des ovins aussi et même de gros ruminants (surtout les camelins) au cours de ces dernières années. Les vols des animaux sont devenus plus fréquents et ont été signalés par les habitants de Dan Saga qui estiment être entourés de villages plus vulnérables.

Cette intégration agriculture / élevage et la pratique de la jachère semblent avoir contribué à rendre les sols plus fertiles ; de l'avis des populations, les champs sont devenus certes plus grands, mais aussi plus fertiles, les terres moins fatiguées.

Le surplus de terre a certes parfois permis l'accès des femmes au foncier avec les *gamanas*, mais la récolte est de plus reversée dans la consommation du ménage. *Sa gestion ne permet plus à la femme de disposer des grains comme auparavant pour ses propres besoins.* La vente des céréales pour ces autres

besoins peut se faire après la période de soudure, lorsque les grains ont effectivement attesté la preuve de leur suffisance avec l'existence d'un surplus ou d'un excédent alimentaire, souvent, obtenu après multiples stratégies de substitution aux céréales.

Il demeure de plus en plus difficile aux femmes d'acheter des terres, compte tenu du prix de vente élevé :

- A Dourgou : 120.000 CFA/hectare pour les champs proches du village et 85.000 CFA/ha pour les champs éloignés ;
- A Maignizawa : 100.000 CFA/ha pour les champs et 70.000 CFA/ha pour les autres
- A Laba : l'hectare sur les terres de plateau 30.000 CFA ; sur jigawa, 50.000 CFA et 250.000 CFA sur fadama.
- A Boukanda : 100 000 à 150.000 CFA. Une seule femme à Boukanda a acheté un champ.

Dans certaines communautés l'exercice de droits exclusifs sur les terres récupérées est accompagné de remises en cause et de revendications incessantes... comment d'autres communautés arrivent, par contre, à gérer de façon plus équitable ou plus légitimée, ces nouveaux enjeux autour des RN.

Les projets ont pris soin de distribuer les terres sans propriétaires : A Laba, le chef de groupement Kel Gress, le chef de canton de Keita, le chef du village de Laba avaient attesté que le plateau n'appartient à personne et qu'il sert d'enclave pastorale aux transhumants de l'Azawak.

Et l'augmentation significative des terres cultivables à travers cette activité, avait incité les projets à une distribution de terre aux femmes particulièrement. Ces terres ont été reprises par les anciens propriétaires dès le départ des agents de projet Keita. Personne n'a remis en cause l'apparition de ces nouveaux propriétaires à Laba comme ailleurs. L'accès à la terre est très lié au pouvoir et il ne peut en aucun cas être cédé à certaine catégorie sociale qui est considérée comme étant subalterne, sujet de toujours, la femme.

Généralement les nouveaux propriétaires ne sont pas opposés à la remise en cause de leur acquisition. Les droits traditionnels d'accès locaux au foncier restent légitimes, ce qui confirme la validité des droits coutumiers en absence de tout processus de légitimation des droits de propriété octroyés par les projets ; les actes de cessions auraient-ils vraiment pu prévaloir sur les droits ancestraux ? A Boukanda où cette possibilité existe, les femmes ont peu bénéficié des terres récupérées parce qu'elles ne sont pas propriétaires. Mais celles qui ont pu les avoir ont pris la précaution de les faire reconnaître (cas d'une jeune veuve) à Simiri (Chef lieu de commune), cumulant ainsi des droits de propriété coutumier et administratif.

L'accès aux terres récupérées a obéit :

- soit à la proximité des champs, le champ récupéré est octroyé au propriétaire du champ voisin ; à Batodi un espace situé entre le champ de maï samari et du griot avait été récupéré ; sur entente entre ces deux, l'espace ainsi récupéré par le projet a été « équitablement » partagé..
- soit à la propriété foncière d'antan. Le champ revient à l'ancien propriétaire.

A Batodi, le projet a travaillé pour neuf exploitants dont cinq ont bénéficié d'un sous-solage avec le tracteur (au début, le projet FIDA a loué un tracteur pour effectuer un sous-solage des zones où des cordons pierreux ou des banquettes ont été construits...mais cet approche a vite été abandonné en faveur de la formation des producteurs en techniques de tassa et demi-lunes). Dans tous les cas, ce travail a suscité un tel besoin de main d'œuvre dans une période où les migrants étaient déjà partis.

Est-ce cela qui a suscité l'organisation basée sur le *gaya*⁵ féminin ; en effet, c'est la première fois que des hommes invitent des femmes pour un *gaya*. Elles ont ramassé les pierres et depuis cette tâche a été confiée aux femmes dans cette communauté. D'autres hommes (maï samari sur un espace hérité qui avait été refusé en deux fois par ses grands frères...) et femmes (la présidente des femmes) ont aussi organisé les mêmes travaux sur des champs leur appartenant. Aujourd'hui la technique a été appliquée à tous les espaces individuels du terroir de Batodi.

Seule l'aire de pâturage du village n'est pas encore récupérée. En effet ce travail suppose une organisation plus spécifique. Est-ce que le chef de village ne peut-il pas organiser ce travail ? Ou est-ce dû à la mise à l'écart de ce chef lors des travaux de récupération organisés avec le projet ?

Les terres récupérées ont acquis une grande valeur aujourd'hui et font objet des mêmes transactions que les autres champs. La vente de ces terres a été observée dans la région de Tahoua comme une stratégie pour faire face à la crise alimentaire de 2005. Les ménages qui sont les plus vulnérables n'ont pas pu adopter cette stratégie par manque de terre. Mais les revenus de la migration ont permis à plusieurs jeunes d'acheter des terres.

La propriété foncière est en pleine évolution depuis une quinzaine d'année et fait la distinction entre la terre elle-même et les arbres qui sont dans le champ :

- à Dan Saga, le prix de vente du champ est établi en fonction de ses caractéristiques et du coût de chaque arbre contenu dans le champ. Quelques espèces sont sujettes de transaction : *Faidherbia albida* (*gawo*), *Adansonia digitata* (*kouka*) et *Azadirachta indica* (*bedi*). Mais ils sont vendus, in fine, ensemble.
- à Maiguizawa, un champ peut être vendu sans les arbres ; le coût des arbres est fixé à part et ils peuvent être revendus plus tard ; un pied de *lannea acida* (*farou*) est vendu à 3000F et un pied de *Adansonia digitata* (*kouka*) à 5000 CFA. Le *Faidherbia albida* (*gawo*) par exemple ne se vend pas, de même que les arbres plantés collectivement avec l'avènement d'un projet. Lorsque l'acheteur veut élaguer les arbres avant les travaux agricoles, il devra faire appel au vendeur (propriétaire des arbres) pour s'en occuper ; il peut aussi sur l'autorisation du vendeur élaguer ces arbres et partagera les branches ainsi enlevées en part égale avec lui.

Si la terre récupérée collectivement est reversée dans le système de gestion communautaire du foncier, la situation de l'arbre est autre, car la gestion collective est entrain de se construire avec la récente appropriation de l'arbre. Cette séparation du droit de jouissance de terre et des arbres est applicable en cas de prêt (sauf prêt intra ménage de *gamana*), de location et même de gage. Et toutes personnes devant prélever des branches le fait sous autorisation du propriétaire. Les feuilles et les fruits de ces arbres ne sont pas encore concernés, et peuvent être prélevés librement.

Les évolutions dans l'infrastructure et dans l'habitat et les évolutions des rôles féminins à l'intérieur de cette nouvelle configuration spatiale du foyer.

La route a désenclavé le village de Laba et différents produits agricoles et pastoraux se vendent mieux, et les acheteurs viennent sur place. L'augmentation des prix de denrées agricoles et pastorales a permis une augmentation de revenus de certains ménages ; mais elle a aussi engendré une dépréciation de la qualité de vie des ménages pauvres, qui ne peuvent plus acheter certains produits (surtout les non périssables), car le vendeur préfère attendre l'éventuel acheteur qui viendrait de la ville.

Des changements sont aussi observés dans l'habitat parce que les maisons sont maintenant en banco : « avant c'était des maisons en paille, mais de nos jours elles sont en banco ; il y a eu également changement dans la gestion spatiale parce que les gens font deux chambres et un salon. » Ce

⁵ Prestation d'entraide sociale, traditionnellement organisée au cours des travaux agricoles (semis, sarclage).

changement est lié à la disponibilité de bois. Les augmentations des espaces de vie constatées répondent à un agrandissement des ménages concernés.

Mais dans l'ensemble, et surtout dans le sud, la taille des bois ne permet de construire de grandes chambres.

4.2.4 Eléments de durabilité

Les évolutions des aménagements en terme d'entretien et de diffusion des techniques et pratiques de gestion. Les facteurs déterminants de l'adoption des techniques et les raisons socioéconomiques qui les sous-tendent.

Le prélèvement du bois mort, et la technique d'élagage sont maîtrisés et protègent les ressources ligneuses. La protection de la régénération naturelle renforce cette tendance, de même que l'appropriation des arbres par le propriétaire du champ, code accepté de tous.

Depuis une dizaine d'années, une adoption de la régénération assistée à Dourgou (village témoin) par les femmes et les hommes est observée ; mais le manque de structure de surveillance engendre un taux de coupe frauduleuse assez important...

Une grande diversité de techniques sont apprises : production de plant, entretien des arbres, le défrichage amélioré, restauration du sol, les cordons de pierres, les demi-lunes, zai, comment planter les arbres et les entretenir

A Maiguizawa où le projet a pris fin en 1992, les techniques maintenues sont : le défrichage amélioré et l'entretien d'arbres parce que ces techniques ont donné de bons résultats et elles sont faciles.

A Boukanda et Gassikaina, fin récente du projet, les techniques adoptées spontanément à la fin du projet sont : le zai et le défrichage amélioré et la plantation d'arbres parce que nous consommons les fruits du *Ziziphus mauritania* (*darey, magari*) et du *Balanites egyptiaca* (*garbey, adoua*). Mais cette dernière technique (la production de plants) est abandonnée à Maiguizawa où l'eau se fait rare.

A Boukanda et Gassikaina, les cordons de pierres, les demi-lunes, ont été abandonnés par manque de matériel (véhicules, brouettes).

La récupération des sols a eu un impact très important dans les différentes régions où elle a été initiée particulièrement dans la région de Tahoua où elle a touché la presque totalité des communautés.

Les évolutions des autres activités et sources de revenus des membres des différents ménages en relation avec les impacts des actions de lutte contre la désertification sur les femmes, les jeunes et les ménages plus vulnérables.

Suite aux projets de réhabilitation de l'environnement, les femmes ont eu une ouverture d'esprit leur permettant de mieux gérer leurs ressources naturelles en évitant certaines pratiques comme le *hangandi* (ou gavage des femmes) et la vente prématurée des récoltes.

Les projets : programmes d'environnement avaient en outre appuyé les femmes dans les domaines des AGR à travers l'introduction de nouvelles cultures de rente, le crédit...

Les femmes vendent les galettes de riz, de haricot, du gombo sec, de l'oseille, du souchet, du voandzou..., des produits d'artisanat (nattes, vans, suspension àalebasse) qui dénotent de l'accès encore possible des matières premières comme les palmes *l'Hyphaene thebaica* et, bien entendu, des fruits, des feuilles. Les jeunes hommes des ménages vulnérables semblent se spécialiser plutôt dans la vente de bois et d'herbes,

Il y a de la rigueur dans la gestion des stocks alimentaires et cela grâce au projet ; nos femmes ont acquis une ouverture d'esprit et elles font même des AGR pour renforcer ce que nous avons dans le grenier... ce qui nous permet de vivre et nous ne faisons plus de gaspillage, plus de hangandi, plus de vente inutile...

Un homme de Boukanda

approvisionnement ainsi les grandes villes voisines ; exemple Boukanda fournit de l'herbe et des *dallas* (lit en tiges de mil) à Niamey. Le mil est généralement acheté sur place par des grossistes qui sillonnent les villages à la recherche de petites quantités de mil. Ils peuvent séjourner dans un village, durant une période de plus d'une semaine pour remplir un sac de 100 kg.

Ces revenus contribuent quotidiennement à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages. La mutation des AGR les oriente vers la transformation des produits agricoles, non vivriers (ici le mil) :

La vente des produits de cueillette octroie aux femmes un revenu substantiel : A Maiguizawa les femmes vendent des feuilles bouillies sur place : *Tapinanthus globiferus* (*kawci*), *Maerua crassifolia* (*jiga*) et *Leptadenia hastata* (*yadiya*) qui est de plus en plus rare. Les fruits du *Ziziphus mauritania* (*magaria*) du *Balanites egyptiaca* (*adoua*), *Lannea acida* (*faru*), et du *Diospyros mespiliformis* (*kaniya*) leur rapportent environ 1500 à 2000 F. Elles les vendent aussi sur les marchés environnants en gros. Des vendeuses urbaines s'approvisionnent sur place. A Dan Saga, les femmes vendent les fruits du *Balanites egyptiaca* (*adoua*), du *Tarindus indica* (*tsamiya*), du *Lannea acida* (*faru*), du *Annona squamosa* (*gwadda*) que des femmes de Maradi viennent acheter par sac ; elles vendent aussi les grains du *Prosopis africana* (*kiria*) et du *Piliostigma reticulatum* (*kalgo*) à 300F le sac depuis 5 ans. Le sac des fruits de *Faidherbia albida* (*gawo*) est exporté vers Agadez et le Nigeria (au prix d'achat de 1000 CFA le sac) ; en perspective, la vente des fruits du *Azadirachta indica* (*bedi*) à 50 nairas la tia pour la production des insecticides, et celle de *Elasis guineensis* (*kawkaw*) à 100 naira la tia vont se développer les prochaines années. Le bois est aussi bien vendu par les femmes et les hommes ; à Maiguizawa par exemple, le bois se vend de 100 à 150 le fagot.

A Tinkirana, la collecte des tiges et d'herbes qui date de moins de cinq ans procure aux chefs de ménages des gains substantiels ; pour les tiges elles sont vendus sur place, aux peuls qui vont vers l'Azawak à 500 F le tas de tiges ; en période de soudure, elles sont vendues à 300 les 15 tiges, et jusqu'à 1000F les 30 tiges. Cette pratique prend de l'ampleur avec la migration des jeunes qui fait que plus de 40% des animaux restent au village et doivent être nourris le soir à leur retour du pâturage aérien pour les vaches : *Boscia senegalensis* (*anza*), *Guiera senegalensis* (*sabara*), *Sclerocarya Birrea* (*daniya*) et *Azadirachta indica* (*bedi*). Le stockage des tiges et des herbes est de plus en plus développé, car les habitants du village sont eux-mêmes des acheteurs en période de soudure, lorsque leur stock est épuisé.

L'eau est un problème crucial, et coûte 10F le canari de 20 litres environ à Laba. De même à Dourgou un problème d'eau est signalé et correspond plutôt à une surcharge (Dourgou, Rouga et abreuvement sur un seul puits). A Maiguizawa, elles estiment qu'il n'y a pas effet sur le niveau d'eau dans les puits ; mais les mares gardent l'eau pendant 5 mois, alors qu'avant, elles tarissaient à la fin de la saison de pluies.

A Gassikaina, les femmes pensent avoir constaté une augmentation au niveau de la profondeur des mares à cause d'une meilleure pluviométrie. La mare abonde d'eau et peut atteindre 3 à 4 mois. Et sur le plan de faune, des lièvres, des perdrix, des écureuils et des varans existent actuellement.

Les projets programmes ont aussi initié de nouvelles cultures de rentes (sésame, haricot, gombo, voandzou, souchet...) qui permettent aux femmes de disposer de fonds de roulement pour l'exercice des AGR et pour l'embouche. Cette pratique est un acquis qui existe encore.

Avec augmentation du pâturage, les différentes AGR féminines renforcent le petit élevage qui permet à sont tour le développement du stockage de vivres (mil, riz) par la vente de bétail

Les cultures de rentes introduites par les projets / programmes ont aussi eu un effet favorable sur la nutrition des ménages :

- le haricot est introduit avec une plus grande fréquence dans l'alimentation ; il représente un repas sur trois à Boukanda ; ce qui permet une gestion plus rationnelle du mil et une amélioration de la nutrition ;

Il y a 20 ans, les pluies étaient régulières, mais maintenant il y a 6 à 7 ans que les pluies ne sont plus normales de nouveau. On constate que, les pluies sont abondantes au début de l'hivernage, par la suite elles se raréfient, ou vice versa. Mais ces deux dernières années, les pluies se sont fait rares quand le mil était en pleine croissance. Nous avons 4 puits. Nous utilisons celui creusé par le PASP dont le niveau baisse parce qu'il est creusé sur une surface de ruissellement, nous l'utilisons parce qu'il est à côté de nos cases. Les 2 autres puits ont un niveau qui augmente parce que l'autre est récent et le plus éloigné n'est pas très utilisé. Le 4^{ème} puits tarit parce qu'il y a beaucoup de sable la dans et il date de plus de 40 ans.

Un groupe de femmes de Boukanda

- la pâte d'arachide est aussi

introduite dans les sauces de même que le gombo ; ce qui engendre une plus grande diversification des aliments ;

- la vente des produits laitiers avec le développement de l'élevage vient accroître les revenus féminins qui renforcent essentiellement les greniers ;

D'autres stratégies de substitution de produits alimentaires semblent s'ancrer dans les ménages, et manifestent un mieux être :

- une plus grande consommation de niébé (niébé et riz) à la place de la boule au dîner à Boukanda ;
- plus au nord à Laba, le dîner est surtout composé de riz et de pâtes alimentaires qui sont des produits importés dans la zone ;
- l'introduction régulière dans les sauces des arômes « maggi », tomates séchées, soumbala-kalwa, alors que seul le soumbala-batso, le sel et les feuilles composaient les ingrédients des sauces.

La quantité de mil consommée par personne n'a pas changé compte tenu du nombre plus important de personnes par ménage. Mais une plus grande utilisation de feuilles dans les repas ou comme repas est observée, ce qui améliore beaucoup la nutrition des populations ; et, l'achat par les ménages (grâce aux revenus non agricoles) du riz, des pâtes alimentaires, du maïs, du manioc, etc. comble le déficit céréalier du ménage. Une transformation des habitudes alimentaires s'opère à travers la consommation de nouveaux produits (feuilles autrefois jamais consommée, feuilles nouvellement introduites et importation de céréales).

Les évolutions dans le capital social, vu sous l'angle genre en terme de capacité des femmes, des jeunes et des plus vulnérables à participer à la gestion des institutions locales existantes ou nouvelles pour mieux gérer les ressources nouvelles.

Les règles de gestion des ressources naturelles ont connu des modifications selon les terroirs, modifications souvent calquées sur les pratiques locales. D'autres par contre sont spécifiquement créées pour l'entretien des travaux réalisés dans le cadre des

Nous avons placé ces règles en collaboration avec le PASP. Ces règles sont : défense de faire paître les animaux dans les terres de cultures, défense de couper les arbres. Si les animaux font des dégâts, c'est 50 F par chèvre, 75 F par mouton, 100 F par bœuf. Si tu refuses, le chef de village te traduit devant les autorités de Simiri.

Un homme de Boukanda

projets. Des élus dudit comité veillent au respect des règles.

Ces élus ont dans certains sites (Laba, Tinkirana, Dan Saga..) cessé toute activité concernant la GRN, les institutions locales ayant tacitement pris le relais.

Des comités féminins autour du moulin et des crédits individuels (Laba...), de la BC et crédits féminins à Boukanda, continuent à fonctionner. A Boukanda, les comités ont acquis une capacité de négociation accrue avec l'administration, du fait de la bonne gestion des RN attestée par la diminution des coupes frauduleuses et la disparition des feux de brousses... « Entre les agents des services techniques, d'une part, qui parlent au nom de l'Etat et qui ont plutôt tendance à dicter les leçons, et les agents des projets, recrutés « sur le tas » pour une durée limitée et qui proposent des techniques participatives (donc hésitantes), les populations ont su rester prudentes même si les projets ont des moyens que les services de l'Etat ne disposent pas... En général les villages gèrent plutôt bien cette situation en désignant un répondant pour les projets, un autre pour l'administration, un autre pour les collecteurs d'impôts »... (J.P Olivier de Sardan), tout en gardant l'image d'un village soudé.

La nette séparation du pouvoir traditionnel et du pouvoir accordé au comité pour la gestion de la GRN a parfois créé un manque d'adhésion ou de soutien du pouvoir local aux activités réalisées, après projet. Ce qui a parfois, limité les répliques des activités au niveau communautaire ; c'est le cas pour les récupérations du sol des aires de pâturages ou couloirs de passage, le comité n'ayant pas la capacité de mobiliser les populations. Aujourd'hui avec l'avènement des communes, quels rôles joueront exactement ces comités, lorsque ces dernières disposeront de toutes leurs compétences en matière d'environnement ?

A Dan Saga, suite au vol des arbres (*Faidherbia albida*, *Balanites egyptiaca* et *Ziziphus mauritania*) (ou *gawo*, *adoua*, *magaria*) constaté, un comité de cinq personnes dont deux femmes, a été mis en place pour le gardiennage des champs en saison sèche. Compte tenu de la valeur de leurs sous produits (vente des fruits), le bois volé est systématiquement repris, ce qui décourage les voleurs de plus en plus. Ce réflexe d'intégrer les femmes est né de la mise en œuvre des activités du projet, même si cette implication contient beaucoup de limites quant à l'exercice effectif du pouvoir en matière de gestion des RN par ces dernières.

Les contributions financières extraites des caisses féminines dans le cadre de l'implantation du puits et de la banque céréalière ont donné aux femmes plus de considération dans le village, ce qui leur permet de participer aux prises de décisions communautaires ; certaines disent que cette contribution, a aussi entraîné la paix dans leur ménage quant à leur participation aux activités du projet.

V. Conclusion

Le changement écologique engendré par les projets de développement a amélioré l'accès des femmes aux ressources naturelles, mais n'a pas influencé le contrôle social qu'elles peuvent exercer sur ces ressources. Elles jouissent toujours du droit d'usage des ressources naturelles.

Sur le plan foncier, la marginalisation des femmes due à la pression démographique, s'est légèrement estompée dans les zones où la récupération des terres a produit un surplus de terres. Mais l'on pourrait aisément présager un retour à l'exclusion des femmes quant à leur accès à la terre avec le taux si élevé de croissance de la population nigérienne.

Lorsque certains programmes/projets ont attribué des champs aux femmes, elles ont été expropriées après le départ du projet dans tous les cas (exception : Kolloma Baba); cette situation illustre bien l'importance prédominante des valeurs et conventions locales sur la question foncière. La terre est un bien collectif et un attribut de réussite économique et sociale. La femme même si elle est héritière de la terre jouit rarement de cette propriété. Par contre elle doit prêter un champ auprès de son mari qu'elle cultive pendant toute la période de validité du contrat de mariage ; Ceci pour renforcer les rapports inégaux qui lient la femme à l'homme et qui sont pour le moment peu influencés et influençables par les actions des projets.

Les projets ont permis à cette tradition d'octroi de *gamana* de ressurgir dans les ménages plus vulnérables où les femmes ne jouissaient plus de la terre depuis plusieurs années. Ces actions ont renforcé sur le plan foncier les rapports de pouvoir existants, même si tous les projets ont permis une amélioration notoire de la participation des femmes aux actions de développement tout en leur donnant l'occasion de participer également aux instances de décision au sein des comités. Ce qui est une avancée considérable pour les sites retenus ; seule une équité dans les instances de prise de décisions de la gestion des RN peut assurer une équité dans l'accès aux RN. Or le statut de la femme reste inchangé notamment sur les questions essentielles de l'accès aux facteurs de production : la femme de la zone d'intervention n'a toujours pas droit à la terre, et ses droits sur les arbres sont menacés puisque la propriété foncière détermine aussi la propriété des arbres qui pendant longtemps ont été la propriété de tous. Les femmes des ménages plus vulnérables devront demander la bienveillance du propriétaire du champ pour couper du bois. Si cette tendance qui est pourtant favorable pour la protection de l'arbre se précise que deviendront les femmes des ménages sans terre, de plus en plus nombreux et au-delà, les femmes en général ?

Mais, avec les actions de reboisement, les femmes disposent de plus de sous produits qu'elles vendent, comme les feuilles, les fruits qui leur rapportent un revenu plus ou moins important en fonction de la proximité de leur village avec les centres urbains.

De même l'augmentation des surfaces cultivables et l'adoption des techniques d'amélioration culturales ont engendré une augmentation de la production, atténuée dans ses effets favorables par l'accroissement des membres des ménages. De ce fait, la production agricole féminine, lui offre de moins en moins la capacité économique de développer son réseau social et de satisfaire des besoins personnels. La recherche de la sécurité alimentaire reste toujours la priorité des ménages ruraux, et le développement de multiples stratégies poursuit son cours, recrutant et spécialisant les différents groupes du ménage dans des activités données ; ainsi, les hommes sont les agriculteurs par excellence, les femmes, chargées du dedans et des AGR de transformation, les jeunes, délégués à la migration saisonnière plus ou moins longue. Cette tendance accroît le déséquilibre quant à l'accès équitable aux RN ; elle est peu influencée par les projets /programmes, au regard des conditions des ménages qui évoluent peu, compte tenu de leur accroissement numérique et de l'importance grandissante de leurs besoins ; c'est comme si la GRN avait servi de tampon, et a de ce fait permis de gagner du temps. Ne faut-il pas poursuivre les actions par crainte du renversement de la situation du fait de la démographie galopante ?

Cette combinaison de stratégies de plus en plus complémentaires mais dépendantes peut avoir une incidence sur le pouvoir gérontocratique qui devient de plus en plus dépendant, de la migration des jeunes. Le caractère externe du produit de la migration, l'extrait des biens acquis collectivement et donne une reconnaissance sociale à celui qui est parti et qui a ramené ces biens. La migration naissante des femmes, leur produira-t-elle les mêmes avantages sociaux ?

Concernant les activités génératrices de revenus exercées par les femmes, le contrôle de leur revenu par la seule femme est douteux compte tenu de :

- la confusion savamment établie à travers le prêt du champ fait que la richesse de la femme viendrait sans doute de la production agricole, donc du champ de son époux ;
- la femme elle-même appartient à son époux et ses biens avec ;
- du fait que toute activité entreprise par la femme l'est sous l'autorisation du mari et parfois avec son aide (gardienage des animaux) ;
- la transformation des produits agricoles comme AGR pourrait supposer l'utilisation des condiments, du bois, de l'eau... fournis par l'époux.

Du fait de cette captation tacite et licite des biens de la femme, l'homme est en droit de réfuter tout rapport ou toute idée de dépendance économique vis-à-vis de la femme.

Mais les AGR permettent aux femmes d'investir dans l'élevage, de financer ou préfinancer la migration des jeunes et très rarement de capitaliser dans le foncier. Lorsque survient les difficultés alimentaires, le fonds de roulement des AGR est le premier exposé, protégeant ainsi l'élevage dont la cession, si elle intervient est contrôlée par l'homme, les femmes ne devant pas fréquenter le marché de bétail. Les revenus des AGR servent d'abord la sécurité alimentaire, ce qui explique une plus diversification dans la composition des repas familiaux (pâtes alimentaires, riz..) rallongeant ainsi, la couverture alimentaire des ménages de plusieurs mois.

Cette recherche des impacts genre n'a pas décelé de changements significatifs dans la gestion de pouvoir domestique et du pouvoir communautaire, dans un positionnement des femmes dans les instances de prises de décision pouvant influencer les règles actuelles de GRN pour les orienter vers une recherche de l'équité dans l'accès et le contrôle des RN, condition de développement équitable et de sécurité sociale.

Mais l'évolution économique engendrée par les programme / projets de développement est d'une importance capitale, et la situation aujourd'hui aurait été une chute catastrophique des conditions de vie des ménages, si ces projets n'avaient jamais intervenu, de l'avis des populations de tous les sites concernés. Les projets programmes ont joué un rôle d'amélioration puis de stabilisation des conditions socioéconomiques des ménages concernés par les actions de développement. Certains bienfaits rapidement ressentis ont fait l'objet de réplique dans les ménages des communautés voisines : récupération de terres, protections des régénérations naturelles... La technique de l'élagage semble moins bien transférée ou maîtrisée par les populations non concernées par le projets, même celles des communautés avoisinantes des sites

Les actions de réhabilitation de l'environnement ont des impacts favorables sur la production agricole, pastorales, sylvicole, sur l'amélioration des conditions de vie des ménages dont les femmes bénéficient aussi en terme d'un meilleur accès. Dans l'ensemble la pauvreté rurale a diminué, le rôle de la femme a évolué dans la gestion technique des RN avec les différentes formations mais, cette évolution touche peu ou pas les fondements sociaux des rapports de genre. Les normes sociales protectrices et garantes de cet ordre sont à l'abri des actions de développement et continueront à préserver le modèle en place, tant que des opérations spécifiquement orientées vers l'équité dans l'accès et le contrôle des RN y compris le foncier ne seront entreprises.

« Actuellement, plusieurs processus ayant des implications importantes pour le foncier rural sont en cours en Afrique de l'Ouest. Ainsi, plusieurs pays ont initié des politiques de décentralisation et de transfert de compétences en matière de GRN aux collectivités locales suivant des modèles et des échéanciers différents. Cette évolution a mis en exergue la complexité et l'importance des enjeux liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles dans un contexte marqué par des crises climatiques sévères et par une augmentation continue de la demande en ressources. Dans ces conditions, la revendication d'un droit de contrôle sur les ressources naturelles est d'autant plus forte que leur valeur marchande est élevée aux yeux de populations qui ne disposent pas d'autres alternatives économiques intéressantes ». (Ced Hesse et al, 2003).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DIARRA DOKA Marthe et MONIMART Marie, « Pression foncière et nouvelles normes d'accès à la terre : Vers une déféminisation de l'agriculture au sud Niger ? », Dossier 128, Programme Zones Arides IIED, 2004, 18 pages.

DIARRA DOKA Marthe «Etude Kano/Maradi : Evolutions à long terme de l'organisation sociale et économique » Drylands Research Working Paper 26, 2001, 35 pages.

HESSE Ced, COTULA Lorenzo et TOURE Oussouby - Note conceptuelle -, «Atelier Accès équitable à la terre et aux ressources naturelles» Paria+9, Novembre 2003, 8 pages.

KAUCH David « Proposition de projet, Equité entre les genres et SCVM », Care International au Niger, juin 2000, 43 pages.

LUXEREAU Anne et ROUSSEL Bernard, « Changements écologiques et sociaux du Niger », Harmattan 1997, 239 pages,.

MAKAMA Bawa Oumarou « Document de capitalisation sur les Aménagements de Surface des Points d'Eau Modernes au Niger », AFVP/CEH-Sidi Maradi, 2001, 38 pages.

MONIMART Marie : les femmes du Sahel en lutte contre la désertification, Harmattan, 1989, 263 pages.

REPUBLIQUE DU NIGER, (2001) Recensement Général de la Population et de l'Habitat, rapport de synthèse. Bureau Central du Recensement, Ministère de l'Intérieur, Niamey.

ROCHETTE René Marceau Le Sahel en lutte contre la désertification : leçons d'expériences /CILSS, 1989, 592 pages.